les
économistes
atterrés

changer d'économie !

nos propositions pour 2012

Extrait de la publication

LLL LES LIENS QUI LIBÈRENT

Changer d'économie !

Début 2012, la récession menace de s'installer à nouveau. Tirant prétexte de la pression exercée par les marchés financiers, les gouvernements européens veulent imposer aux peuples des politiques d'austérité et de régression sociale. De surcroît, l'Europe est menacée d'un recul sans précédent de la démocratie. Si l'on veut échapper à la catastrophe sociale qui se prépare dans les laboratoires de l'idéologie néolibérale, c'est dans des voies nouvelles qu'il faut résolument s'engager.

Dans ce contexte et à l'heure où se préparent dans notre pays des élections majeures, les Économistes atterrés s'invitent dans le débat. Le désarmement des marchés financiers, la réorientation du système bancaire, une profonde réforme fiscale, le renouveau des services publics, la refonte des traités européens pour mettre fin à la concurrence fiscale et sociale, la relance des investissements publics pour organiser la transition écologique, de nouvelles gestions des entreprises : voilà autant de sujets majeurs où les Économistes atterrés formulent des propositions afin d'ouvrir de nouvelles perspectives. Aujourd'hui, le réalisme a changé de camp. Après trente ans d'aveuglement, les politiques néolibérales ont perdu toute crédibilité. Il est urgent de changer d'économie !

-

Extrait de la publication

Les Économistes atterrés, qui comptent près de 2000 membres en France, s'op posent au diktat néo-libéral de la logique économique actuelle. Ils éclairent le débat public sur la possibilité et la nécessité d'autres politiques. En octobre 2010 ils ont publié leur *Manifeste* qui a rencontré un grand succès international.

Extrait de la publication

Changer d'économie !

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Les Économistes atterrés

Changer d'économie !

Nos propositions pour 2012

LLL LES LIENS QUI LIBÈRENT

Ouvrage coordonné par Benjamin Coriat, Philippe Légé,
Henri Sterdyniak.
Le manuscrit a été mis en forme par Monique Allard.

© Les liens qui libèrent, 2011
ISBN : 978-2-918597-75-9

Les auteurs de l'ouvrage

Philippe ASKENAZY est économiste, directeur de recherches au CNRS, et un des initiateurs du *Manifeste d'économistes atterrés*.

Philippe BATIFOULIER est maître de conférences HDR à l'université Paris Ouest Nanterre La Défense, chercheur au sein du laboratoire EconomiX. Ses domaines de recherche sont l'économie politique de la santé et de la protection sociale.

Frédéric BOCCARA est économiste, diplômé de l'ENSAE, spécialiste des entreprises (des firmes multinationales aux PME) et du système de crédit. Il a actuellement des responsabilités dans le domaine des transports et de l'environnement.

Mireille BRUYÈRE est maître de conférences en économie à l'université de Toulouse 2. Ses travaux portent sur l'emploi et le marché du travail. Elle est membre du laboratoire CERTOP (Centre d'Étude et de Recherche Travail Organisation Pouvoir UMR CNRS) et du conseil scientifique d'Attac France.

Pierre CONCIALDI est économiste, chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) et spécialisé dans les questions sociales. Il est l'un des animateurs du Réseau d'alerte sur les inégalités.

Benjamin CORIAT est professeur d'économie à l'université Paris 13 et coprésident du collectif des Économistes atterrés.

Extrait de la publication

Auteur, entre autres, de *Penser à l'envers*, Éditions Christian Bourgois, 1991 et de *L'Atelier et le chronomètre*, Éditions Christian Bourgois, 1994.

Thomas COUTROT est économiste, spécialiste des questions du travail, de l'emploi et de la démocratie. Dernier ouvrage paru : *Jalons vers un monde possible. Redonner des racines à la démocratie*, Éditions Le Bord de l'eau, 2010.

Michel DÉVOLUY est professeur à l'université de Strasbourg, Chaire Jean Monnet d'économie européenne. Codirecteur de l'Observatoire des politiques économiques en Europe (OPEE), il assure la responsabilité éditoriale du bulletin de cet observatoire.

Jean-Paul DOMIN est maître de conférences (HDR) en sciences économiques à l'université de Reims Champagne-Ardenne. Ses travaux portent sur l'économie politique de la santé et notamment l'influence du néolibéralisme sur les transformations en cours (hôpital, médecine de ville).

Christine ERHEL est maître de conférences à Paris 1 et chercheuse au Centre d'études de l'emploi. Elle travaille sur les comparaisons des marchés du travail et des politiques de l'emploi (notamment leurs tendances récentes face à la crise de 2007), sur la stratégie européenne de l'emploi et sur les indicateurs de qualité de l'emploi. Elle a notamment publié un « Que sais-je ? » en 2009 sur les politiques de l'emploi.

Jean-Marie HARRIBEY est ancien professeur agrégé de sciences économiques et sociales et maître de conférences à l'université Bordeaux 4. Ancien président d'Attac France. Coprésident des Économistes atterrés. Dernier ouvrage paru : *Raconte-moi la crise*, Éditions Le Bord de l'eau, 2009.

Sabina ISSEHNANE est postdoctorante au Centre d'études de l'emploi et chercheuse au CEPN à l'université Paris 13. Ses domaines de recherche sont l'économie du travail, et plus particulièrement l'insertion des jeunes, les transitions formation-emploi, les politiques d'emploi et de formation professionnelle.

Extrait de la publication

Dany LANG est maître de conférences en économie à l'université de Paris 13. Il est responsable du groupe de travail « Analyses et modélisations post-keynésiennes » du Centre d'économie de Paris Nord (UMR CNRS). Ses recherches portent principalement sur les dynamiques macroéconomiques et la question du temps en économie. Il est secrétaire des Économistes atterrés.

Philippe LÉGÉ est maître de conférences en économie à l'université de Picardie. Son principal domaine de recherche est l'histoire de la pensée économique. Il est l'auteur de plusieurs articles critiquant le libéralisme de Friedrich Hayek ainsi que de nombreuses analyses sur la crise actuelle. Il enseigne notamment l'histoire des faits économiques, l'économie du travail et les politiques communautaires.

Edwin LE HÉRON est maître de conférences à Sciences Po Bordeaux et chercheur au CED (Centre Émile Durkheim). Il est également président de l'ADEK (Association pour le développement des études keynésiennes) et membre du Conseil national des universités. Dernier ouvrage : *Les banques centrales doivent-elles être indépendantes ?*, avec Philippe Moutot, Éditions Prométhée, 2008.

Frédéric LORDON est économiste. Il est directeur de recherches au CNRS et chercheur au Centre de sociologie européenne (CSE). Ses travaux comportent notamment un programme de recherches spinozistes en sciences sociales. Auteur, entre autres, de *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières*, Éditions Raisons d'agir, 2008. *D'un retournement l'autre : comédie sérieuse sur la crise financière en trois actes et en alexandrins*, Éditions du Seuil, 2011.

Catherine MATHIEU est économiste à l'OFCE, présidente du groupe de travail « Perspectives à long terme et changements de structures » de l'AIECE (Association d'instituts européens de conjoncture économique) et membre d'EUROFRAME (réseau européen d'instituts économiques). Ses thèmes de recherche sont : prévision, politiques économiques, questions européennes, Royaume-Uni.

Extrait de la publication

Jacques MAZIER est professeur d'économie, CEPN-CNRS, université de Paris Nord. Chargé de mission à la Direction de la prévision (1970-1975), puis au Commissariat au Plan (1981-1983), directeur de l'IRES (1985-1988). Thèmes de recherches : macroéconomie internationale, macroéconomie post-keynésienne, politique économique.

Philippe MÉHAUT est économiste, directeur de recherche au CNRS, chercheur au LEST, Aix-Marseille université. Ses recherches portent sur le marché du travail, l'insertion des jeunes, les politiques de formation continue, les stratégies de ressources humaines.

Roland PÉREZ, professeur des universités, a été en poste successivement aux universités d'Amiens, de Montpellier 1 et à l'Institut agronomique méditerranéen. Ses travaux portent sur la finance d'entreprise, l'analyse stratégique et sur les questions générales de management, de gouvernance et du développement durable.

Dominique PLIHON est professeur à l'université Paris 13 depuis 1992. Se rattachant au courant théorique de l'école de la régulation, il dirige au sein du Centre d'économie de l'université de Paris Nord (CEPN) le pôle spécialisé en économie financière.

Philippe QUIRION est chargé de recherche au CNRS, CIRED. Économiste spécialiste des questions d'environnement, il a été président de la branche française du Réseau Action Climat.

Christophe RAMAUX est chercheur au Centre d'économie de la Sorbonne-Matisse, il enseigne à l'université Paris 1. Il est membre du conseil scientifique d'Attac. Domaines de recherche : économie du travail (chômage, emploi, précarité, instabilité de l'emploi, flexicurité), État social, protection sociale, politique économique.

Gilles ROTILLON est professeur émérite de sciences économiques à l'université Paris Ouest Nanterre La Défense et à l'Institut national des sciences et techniques nucléaires (INSTN), spécialisé en économie de l'environnement.

Extrait de la publication

Damien SAUZE est maître de conférences en économie à l'université de Bourgogne. Ses domaines de spécialités sont l'économie du travail et l'économie de la santé. Ses derniers travaux de recherche portent sur la santé au travail.

Henri STERDYNIAK dirige le département Économie de la Mondialisation de l'OFCE, l'Observatoire français des conjonctures économiques, Paris. Il a publié de nombreux articles en macroéconomie, politique économique, économie monétaire et internationale, économie européenne, questions sociales, fiscales et budgétaires. Il est coprésident des Économistes atterrés.

Olivier WEINSTEIN est professeur émérite à l'université Paris 13. Ses écrits portent principalement sur l'économie de l'innovation, l'économie de la firme et l'analyse des marchés dans une perspective institutionnaliste.

http://atterres.org

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Introduction

Atterrés, mais pas résignés ! Oui, il y a des alternatives…

À l'heure où, tant en Europe qu'aux États-Unis, la récession s'installe à nouveau et où se préparent dans notre pays des élections majeures, les Économistes atterrés ont décidé de s'inviter dans le débat en publiant ce livre. L'idéologie néolibérale – la tristement célèbre « pensée unique » –, dont l'échec est pourtant manifeste, continue à imprégner les esprits des experts, des décideurs et de la plupart des éditorialistes. Il est donc important de faire vivre une pensée libre, critique, indépendante des pouvoirs économiques et financiers. Une pensée qui montre pourquoi il faut résolument s'engager dans des voies nouvelles si l'on veut se donner une chance d'échapper à la catastrophe économique qui s'annonce.

Avec ce nouvel ouvrage, qui s'inscrit dans la lignée des deux précédents[1], nous franchissons un cap en exposant nos idées de manière plus détaillée et en proposant des politiques économiques alternatives. Pour quitter la trajectoire qui a conduit l'économie mondiale, rongée par la finance, à exploser en plein vol, des changements majeurs sont à la fois urgents et néces-

1. *Manifeste d'économistes atterrés*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2010, et *20 ans d'aveuglement. L'Europe au bord du gouffre*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2011.

Extrait de la publication

saires. Nous entendons montrer qu'ils sont aussi possibles, et que nombre d'entre eux peuvent être engagés dès aujourd'hui.

Fidèles à notre vocation et à l'esprit qui nous anime, nous voulons donc, à travers ce livre, mettre en débat des options et des orientations qui rompent avec les politiques néolibérales aujourd'hui en faillite, et ce, lorsque c'est le cas, en assumant pleinement nos différences.

*

Au cours de l'été 2011, la crise économique et financière est entrée dans une nouvelle phase, annonciatrice de nouveaux désastres. En 2007-2008, l'épicentre du séisme se trouvait aux États-Unis (avec les *subprimes*). En 2009-2010, il s'est déplacé vers la zone euro, faisant apparaître au grand jour les défaillances multiples de sa constitution et de son architecture institutionnelle. La crise de la dette souveraine en Europe a révélé l'inconsistance d'une union monétaire établie entre des États aux structures économiques disparates, voués à se livrer une concurrence sociale et fiscale effrénée. Les « remèdes » néolibéraux mis en œuvre jusqu'à présent par les gouvernements nationaux ou les instances européennes obéissent tous à un seul et même principe : il s'agit de « rassurer les marchés financiers » en radicalisant les politiques d'austérité et de concurrence fiscale et sociale, malgré leurs échecs patents, répétés et systématiques. C'est dire leurs chances de succès.

En 2011, c'est désormais l'ensemble du monde dit « développé » qui retombe dans la récession. La nouvelle crise bancaire qui se profile pourrait provoquer un désastre d'autant plus grave que les États sont profondément divisés quant aux solutions à mettre en œuvre. Dans ce contexte, les mesures cosmétiques annoncées par l'Union européenne ou le G20 ne pourront rien changer.

*

Extrait de la publication

Face à ces défis, nous avons choisi d'intervenir sur un nombre réduit de questions stratégiques. Les réponses qui leur seront apportées détermineront largement l'avenir de nos sociétés, la possibilité de vivre ensemble dans une Europe dont la prospérité, le plein emploi, la cohésion sociale et la démocratie seront les valeurs cardinales, en lieu et place de la stabilité des prix.

Tous les chapitres qui composent ce livre reposent, chacun à sa manière, sur le large socle de convictions qui nous rassemblent et qui, toutes, s'opposent à la pensée unique. Il s'agit d'abord du refus d'une globalisation au service de la finance et de la critique d'une construction européenne où l'emploi, le travail et la protection sociale sont devenus les facteurs d'ajustement aux exigences de rentabilité insensées des actionnaires. Nous rejetons un modèle de développement qui s'affirme chaque jour davantage comme destructeur de ressources et de talents. Nous voulons mettre fin aux politiques de contre-révolution fiscale toujours au service des plus riches. Nous refusons enfin l'instrumentalisation de la dette publique, aujourd'hui brandie comme un épouvantail et utilisée comme un prétexte pour attaquer toujours plus fort les fondements mêmes de l'État social.

À partir du constat partagé des impasses où nous ont conduits trois décennies de mise en œuvre de la *doxa* néolibérale, chaque chapitre formule des propositions montrant clairement que des politiques alternatives sont à la fois souhaitables et possibles. Le « réalisme » a aujourd'hui changé de camp : après trente ans d'aveuglement, les politiques néolibérales ont perdu toute crédibilité. Il est urgent d'inverser le cours des choses pour redonner enfin vie et espoir à nos sociétés.

Les réformes que nous proposons traitent des dimensions clés de la crise actuelle et sont pensées pour ouvrir une voie de sortie. Le désarmement des marchés financiers, une réorientation du système bancaire, une profonde réforme fiscale, le renouveau des services publics, la refonte des traités européens pour mettre fin à la concurrence fiscale et sociale et construire une convergence par le haut, une relance des inves-

Extrait de la publication

tissements publics pour financer l'emploi et la transition écologique, une politique active de l'emploi, de nouvelles manières de gouverner et de gérer les entreprises, et bien d'autres propositions formulées dans ces pages offrent autant de points d'appui sur lesquels bâtir une perspective nouvelle.

Dans l'énoncé de nos propositions, nous n'avons en aucun cas cherché à taire nos différences, même lorsqu'elles se sont révélées substantielles. Sur chacune des grandes questions traitées, nous avons au contraire souhaité ouvrir le débat, solliciter et exprimer des points de vue variés. Au travers des échanges auxquels ce livre a donné et donnera lieu, les convergences se réaliseront là où c'est possible. Ces échanges permettront aussi de clarifier les termes du débat pour les soumettre à des arbitrages que seuls, en fin de compte, les citoyens sont en droit d'effectuer.

Nous laissons au lecteur le soin de découvrir chacun des chapitres, centré sur une question précise et apportant sa pierre à l'édifice. Cependant, avant d'aller plus loin, il nous paraît utile d'évoquer certains thèmes traités dans le cœur de l'ouvrage et sur lesquels le débat et les options, parmi les « atterrés », reste ouverts.

Que faire de la dette ?

Sur la dette et ses origines comme sur les défis que pose son existence, les analyses des « atterrés » convergent. La crise financière a fait exploser les déficits et les dettes publiques, que la réduction des impôts sur les plus riches et sur les entreprises avait déjà contribué à faire gonfler. Comme les États sont contraints par les traités européens à se financer sur les marchés financiers, ceux-ci peuvent exercer un chantage permanent et mortifère sur les politiques budgétaires, particulièrement dans la zone euro.

Nous sommes unanimes à considérer que l'on ne peut sortir des griffes des marchés par des politiques d'austérité, lesquel-

les, outre qu'elles provoquent des dégâts sociaux, font chuter la croissance et n'améliorent certainement pas les soldes publics. Pour réduire les déficits publics, il faut une politique de développement où l'indispensable tournant écologique sera planifié et financé par l'épargne des Européens, collectée par des banques publiques de développement durable. Les déficits doivent aussi être réduits par une contre-contre-révolution fiscale, restaurant la capacité des pays à taxer leurs banques, leurs organismes financiers, leurs multinationales et les plus riches de leurs ménages. Ayant tous bénéficié de l'explosion des inégalités de revenu et de la spéculation financière et immobilière, responsables de la crise, ils devront être mis à contribution pour combler les déficits qu'ils ont contribué à creuser.

Les pays de la zone euro doivent retrouver leur capacité à pratiquer des politiques budgétaires autonomes. À court terme, un plan coordonné doit permettre aux États membres en difficulté de surmonter leurs problèmes temporaires. Il devrait comporter des politiques expansionnistes (hausse des salaires et des dépenses sociales) dans l'ensemble de la zone – plus soutenues encore dans les pays du Nord afin de résorber les déséquilibres commerciaux –, des politiques de lutte contre l'évasion fiscale et la corruption (notamment dans les pays du Sud), des investissements publics pour des politiques d'habitat et de transport visant à la transition écologique, ainsi que des politiques de réindustrialisation (particulièrement dans le Sud).

Certains d'entre nous estiment que la survie de la zone euro passe par l'engagement de la Banque centrale européenne (BCE) à garantir les dettes des États membres et par l'affirmation d'une solidarité totale entre ces derniers, dans le cadre d'une coordination des politiques économiques tournée vers le développement économique et social. Ils refusent de remettre en cause le caractère non risqué des titres publics. Ils pensent que la BCE a les moyens de maintenir durablement les taux d'intérêt de la zone euro en dessous de son taux de croissance, de sorte que la charge nette de la dette restera faible. Les taux

d'intérêt exorbitants que les marchés ont imposés aux États membres en difficulté depuis le début de 2009 devront être unilatéralement ramenés aux taux des titres sans risque ; le transfert de la dette bancaire issue de la crise à la dette publique (en Irlande en particulier) devra être remis en question.

D'autres parmi nous pensent que, compte tenu de la fragilité de la zone euro et de la grande diversité économique et politique des pays qui la composent, les opérateurs financiers douteront toujours de la solidité des garanties offertes par les institutions européennes et par la BCE. Ils jugent donc que l'objectif à atteindre – retirer aux marchés financiers la clé du financement des États – doit s'appuyer largement sur l'emprunt direct auprès des ménages et sur le financement direct par la BCE. Par ailleurs, et comme certains textes des « atterrés » l'annoncent depuis longtemps, ils considèrent qu'une restructuration des dettes publiques en Europe est, à ce stade, à la fois souhaitable et inévitable. Commencée en Grèce (mais à des niveaux insuffisants pour juguler la crise), la restructuration doit être étendue et organisée en bon ordre en faisant porter le poids du défaut sur les grands investisseurs institutionnels. Dans cet esprit, la conduite d'« audits citoyens » des dettes publiques constitue une tâche urgente et essentielle.

Que faire de la croissance ?

La crise mondiale est systémique, c'est-à-dire que toutes ses dimensions s'imbriquent et se renforcent mutuellement. Au-delà des contradictions sociales du système, qui l'empêchent d'écouler sa surproduction, l'échec des politiques néolibérales est renforcé par le fait que leur objectif d'accumulation sans fin se heurte aux limites de la planète et de ses ressources, sans lesquelles aucune expansion n'est possible. Aussi le modèle de développement assimilé à la seule croissance économique sans fin est-il aujourd'hui remis en cause.

Extrait de la publication

Ce livre s'efforce de clarifier les enjeux d'une transition tout à la fois écologique et sociale. Faut-il se contenter de « verdir » un peu la croissance capitaliste ? Faut-il entamer un processus de décroissance de la production, comme on l'entend souvent ? Nous proposons de sortir de ce faux dilemme, d'une part en favorisant la croissance des activités destinées à assurer la reconversion écologique de nos économies à travers de grands investissements, la relocalisation de certaines activités et l'équilibre des territoires, d'autre part en organisant la décroissance des activités qui polluent ou épuisent les ressources naturelles.

Ce débat, qui s'intensifie dans la société, traverse aussi les Économistes atterrés. Certains parmi eux sont confiants dans les possibilités d'une croissance favorable aux équilibres écologiques, d'autres sont plus réservés et préfèrent prendre d'ores et déjà acte du découplage entre la croissance globale et l'amélioration du bien-être. Mais nous faisons tous le pari qu'il est possible de concevoir un nouveau type de développement humain, orienté vers la qualité sociale et écologique de la production. Dans cette perspective, le débat démocratique devra arbitrer entre les affectations possibles des gains de productivité obtenus sans intensification du travail et sans prédation irrémédiable de la nature : croissance des activités utiles et soutenables, investissements de reconversion, protection sociale, éducation et réduction du temps de travail.

*

Ces propositions, comme toutes celles contenues dans les chapitres qui suivent, sont maintenant soumises à la discussion et à la confrontation citoyennes. Changer d'économie, puisque tel est l'objectif affiché et assumé, ne se fera pas en un jour. En présentant le socle des changements qui nous paraissent nécessaires, en les justifiant, en rendant explicites leurs implications, en ne cachant pas les difficultés auxquelles les réformes préconisées se heurtent et qu'il faudra surmonter, nous avons le sentiment de tenir les engagements pris dans

notre *Manifeste*, qui est notre acte fondateur : combattre les « fausses évidences » sur lesquelles se sont bâties pendant des décennies des politiques qui nous ont conduits au désastre actuel, ouvrir un espace au débat citoyen et contribuer à penser des voies alternatives.

Extrait de la publication